



*Royaume du Maroc*

**Discours de  
Monsieur Mohamed BOUZOUBAA  
Ministre de la Justice  
au  
Segment de Haut niveau de la 61<sup>ème</sup> session de la Commission  
des Droits de l'Homme**

\*\*\*

**Speech of Mr. Mohamed BOUZOUBAA  
Minister of Justice  
at  
The High Level Segment of 61<sup>st</sup> session of the Commission  
on Human Rights**

**Genève, le 15 mars 2005**

**Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs**

Il me plaît, tout d'abord, de présenter mes sincères félicitations à notre Président pour la confiance que lui témoignent les membres de la Commission pour diriger ses travaux au cours de cette importante session.

Je saisis, également, cette occasion pour réitérer les sincères félicitations de ma délégation à Mme Louise Arbour pour son engagement, sa détermination et son dévouement pour la cause de la promotion des droits de l'homme, en lui assurant la coopération et le plein soutien de mon gouvernement pour toutes ses actions humanitaires.

Je suis convaincu que son élégance intellectuelle et son expérience aussi large que diversifiée lui permettront de remplir sa mission avec brio, au regard de ses hautes qualités morales et ses services dévoués à la défense des droits de l'homme dans le monde.

**Excellences,  
Mesdames et Messieurs**

La 61<sup>ème</sup> Session de la CDH tient ses assises au moment où le débat sur la réforme des Nations Unies est à l'ordre du jour, notamment après la publication du rapport du Groupe des Personnalités de haut niveau sur « les menaces, les défis et le changement ». Ce document reflète, en substance, l'interdépendance des menaces contre la paix et la sécurité internationales, et propose des mesures pour répondre aux menaces anciennes, ainsi que des recommandations pour asseoir un système mondial de sécurité collective.

Ce rapport, qui nous offre une occasion de repenser, voire de redynamiser et remodeler l'ONU et ses institutions, intervient à un moment où l'Organisation des Nations Unies est à la croisée des chemins.

Elle est, plus que jamais, l'objet d'une immense attente, celle d'une institution qui assurerait la régulation d'un système international précaire, d'une défense possible des droits politiques, économiques et socio-culturels des peuples des Etats les moins influents et difficilement maîtres de leur destin dans l'arène internationale. En d'autres termes, il s'agit non seulement de construire un système international pour faire face à la globalisation des échanges économiques et à la primauté du marché mondial, mais également de répondre à la construction de la paix, à la promotion des droits de l'homme et la défense des libertés fondamentales dans le monde.

Ce souhait universel de rénover et de renforcer le rôle des Nations Unies dans la promotion des droits de l'homme est au centre des débats de cette Commission, depuis plusieurs années, notamment au moment où notre monde est confronté à plusieurs dangers patents, qui posent des défis majeurs à cette instance chargée d'établir les normes internationales pour la promotion des droits humains et de réfléchir sur les voies et moyens pour éviter tout dérapage susceptible de porter atteinte aux principes élémentaires de la déclaration universelle des droits de l'homme qui demeure, certainement, l'un des premiers acquis de l'ONU.

A cet égard, il convient de relever le mérite des recommandations du panel des personnalités éminentes, au sujet de notre Commission. Leurs réflexions s'est penchée, certes, sur certaines questions pertinentes, tels que l'universalisation de la Commission, le renforcement du rôle du Haut Commissariat des droits de l'homme dans la promotion des droits de l'homme et son association aux activités du Conseil de sécurité. Cependant, d'autres questions non moins importantes, relatives au risque de la duplication des travaux de la CDH avec la 3<sup>ème</sup> Commission de l'Assemblée générale, au chevauchement de certains organes proposés avec la Sous-Commission des Droits de l'homme, ainsi qu'à l'impératif d'éviter toute instrumentalisation de la CDH à des fins politiques, n'ont pas reçu l'attention qu'elles méritent.

Par conséquent, il nous appartient de réagir, avec lucidité, afin de créer les conditions nécessaires pour que la CDH puisse s'acquitter au mieux de sa noble mission, de manière à placer les droits de l'homme au centre de ses préoccupations et à éviter tout esprit de confrontation qui caractérise, par moment, le déroulement de ses débats.

Comment, donc, la Commission des droits de l'homme pourrait-elle s'adapter à son environnement international, afin qu'elle puisse répondre au besoin de la réforme des institutions des Nations Unies ?

La réponse à cette question n'est pas aussi facile que l'on pourrait imaginer car elle requiert, de la part de nous tous, une réflexion approfondie qui prend en considération, avant tout, l'impératif du respect des droits de l'homme dans tout environnement et espace politique, économique ou juridique.

Nous estimons que l'adaptation de notre Commission aux nouveaux défis passera, à notre sens, par la mise en place de mécanismes dans les cas de situations de violations massives des droits de l'homme et préconiser des solutions pratiques dans le cadre du point 9 de l'ordre du jour de la CDH relatif à « la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ou qu'elle se produise dans le monde ». Celui-ci demeure, jusqu'à ce jour, un point politisé et exploité, aux fins de dénigrement des Etats dont le registre est sombre en matière de violations des droits de l'homme.

Dans ce contexte, nous estimons que toute réflexion devrait porter, à notre sens, sur le renforcement d'une « diplomatie préventive des droits de l'homme » et ce, pour étayer les efforts inlassables de M. le Secrétaire général des Nations Unies dans le raffermissement de la diplomatie préventive en matière de maintien de la paix et la sécurité internationales. La paix passera, de nos jours, par le respect des Droits de l'homme et la promotion du développement économique et social. Nous sommes convaincus que le respect des droits humains et le développement vont de pair et constituent, avant tout, une obligation engageant nos générations présentes et futures.

Dans cette optique, nous estimons que la CDH devrait mobiliser tous ses mécanismes, afin de repenser sa mission qui, faut-il le rappeler, a entrepris, depuis sa création, une œuvre considérable dans l'élaboration des normes internationales au service du respect des droits humains, notamment l'établissement des organes de

surveillance chargé de veiller à la mise en œuvre des instruments internationaux des droits de l'homme par les Etats parties.

Cette nouvelle approche devrait embrasser, aussi bien l'identification et la mise en place de nouveaux critères de la promotion des droits de l'homme, que la consolidation institutionnelle des choix démocratiques, par l'entremise du renforcement de tous les canaux de la coopération en matière de mise en œuvre des droits économiques et socio-culturels, au regard des impératifs de la mise en œuvre du droit de développement.

**Monsieur le Président,**

La réunion annuelle de la Commission des Droits de l'homme est une occasion pour vous faire part des efforts entrepris par le Maroc dans le domaine de la promotion des droits de l'homme et la défense des libertés fondamentales

Depuis son accession au trône, le 23 juillet 1999, Sa Majesté le Roi Mohammed VI entreprit de mettre en place un projet de société démocratique et moderniste basé sur l'enracinement de la culture des droits de l'homme, la revalorisation du rôle de la femme et de la famille et la consolidation de la solidarité sociale. Le Souverain a, en outre, mis en chantier la réforme en profondeur de l'Administration et de la Justice, parce qu'elles sont deux piliers essentiels du processus menant au renforcement de l'Etat de droit.

Parallèlement à ce choix stratégique, le gouvernement marocain, sous les Hautes directives de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, ne cesse de multiplier les efforts sur les plans normatif et institutionnel pour la promotion, la protection et la défense des droits de l'homme, notamment en vue de clore définitivement et de manière juste et équitable, le dossier hérité du passé sur la disparition forcée et la détention arbitraire, par la réhabilitation des victimes dans le cadre de la continuité et du développement d'un Maroc solidaire et réconcilié avec lui même et tourné résolument vers l'avenir.

Tous ces efforts ont été concrétisés par une série de réformes de la législation touchant particulièrement les aspects des droits civils et politiques, ainsi que ceux des droits économiques, sociaux et culturels, et ce, afin d'harmoniser la législation nationale avec les dispositions pertinentes des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, auxquels le Maroc est partie.

**Monsieur le Président,**

Dans le cadre de l'harmonisation de la législation interne, les autorités marocaines ont engagé un vaste chantier de réformes et d'adéquation des textes de lois relatifs, entre autres, aux codes pénal et de procédures pénale, à l'Administration carcérale, à l'entrée et au séjour des étrangers au Maroc, au code de la famille et à l'espace des libertés publiques.

La révision du Code pénal et du Code de procédure pénale, constitue par excellence, la pierre angulaire de la réforme de la justice pénale. Les apports positifs de cette réforme sont, pour l'essentiel, la consécration de la présomption d'innocence, la relation étroite entre la condamnation et le jugement équitable, la mise en place de mécanismes de contrôle de la garde à vue, des interrogatoires et

des conditions de détention réglementées par la nouvelle loi sur les prisons, ainsi que la création de l'institution du juge d'application des peines et une nouvelle organisation de la justice des mineurs.

Cette révision a également porté sur l'établissement de l'égalité entre hommes et femmes, sur la protection des enfants et des femmes contre la violence et de l'exploitation sexuelle. De telles mesures comprennent, entre autres, l'incrimination du harcèlement sexuel, de la traite et de la maltraitance des enfants ainsi que la levée du secret professionnel (des médecins et des autres professionnels tenus par ce secret) quand il s'agit d'un témoignage à propos d'abus contre les enfants, les femmes ou les handicapés.

Au cours de cette année, une nouvelle loi de travail a été approuvée, laquelle prend en considération les droits des salariés, prohibe le travail des enfants, protège les droits internationalement reconnus de la femme active, et dynamise le marché du travail. En outre, le Gouvernement du Royaume du Maroc a relevé un nouveau défi, en annonçant le code de l'Assurance Maladie Obligatoire qui vise, en premier lieu, à garantir le droit des citoyens au traitement médical approprié.

L'ensemble de ces mesures vise le renforcement du contrôle, l'amélioration des conditions carcérales, l'incrimination des actes de torture, de la tentative de les pratiquer et de la complicité, ainsi que la réglementation de l'expulsion, du refoulement ou de la reconduite à la frontière par l'adoption de la loi relative à l'entrée et au séjour des étrangers et à la migration irrégulière.

S'agissant du nouveau code de la famille adopté par le Parlement à l'unanimité, il est venu mettre fin à l'iniquité qui pèse sur la condition de la femme, tout en préservant les intérêts des enfants et en sauvegardant la dignité de l'Homme. Il consacre le principe de l'égalité entre les époux au niveau de la responsabilité familiale et au niveau des droits et devoirs. Il préconise l'égalité en ce qui concerne l'âge du mariage fixé uniformément à 18 ans, fait du divorce un droit exercé par les deux conjoints, selon des conditions légales propres à chacune des parties et sous contrôle judiciaire et soumet la polygamie à des conditions légales draconiennes qui la rendent pratiquement impossible.

Cette année a connu la mise en œuvre effective du nouveau Code de la Famille, qui a requis l'établissement de Chambres spécialisées de la famille au sein des tribunaux, la formation de magistrats spécialisés, l'organisation de conférences et de tables rondes et ainsi que la publication de guides aux fins de vulgarisation au Maroc et auprès de la communauté marocaine établie à l'étranger. Par ailleurs, le Ministère de la Justice suit de près cette question afin de pouvoir mettre à la disposition des tribunaux tous les moyens susceptibles d'optimiser son rendement. Cela permettrait de consolider les liens familiaux, garantir le bien-être des enfants et assurer l'égalité entre l'homme et la femme.

L'enracinement des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les textes juridiques a concerné également l'espace des libertés publiques. Ainsi, et dans le but de répondre aux attentes et aux ambitions de la société civile et de toutes les composantes de la Nation marocaine, le Code des libertés publiques promulgué le 15 novembre 1958, régissant les libertés d'association de rassemblement et de la presse, a été récemment révisé par l'introduction de nombreux et d'importants amendements, permettant entre autres, la simplification des procédures

administratives, la réduction, voire la suppression des sanctions privatives de liberté en faveur des amendes, la garantie de la transparence et le renforcement du pouvoir judiciaire dans le contrôle de la légalité des décisions administratives.

### **Monsieur le Président,**

Outre ces aménagements tendant à l'harmonisation des lois internes avec les Conventions internationales des droits de l'homme, des réformes institutionnelles ont été entreprises dans le cadre de la réorganisation du Conseil Consultatif des Droits de l'homme (CCDH) et la mise en place d'un « Ombudsman » dénommé « Diwan Al Madhalim ».

S'agissant du **CCDH** dont les attributions ont été élargies, la représentativité étendue et l'indépendance renforcée, il y a lieu de porter à votre connaissance qu'il a présenté à Sa Majesté le Roi, pour la première fois, en plus d'un rapport sur les prisons, un rapport dans lequel il a objectivement mis en valeur les avancées réalisées en matière de promotion des droits de l'homme, mais aussi il a attiré l'attention sur les cas de violation recensés dans le cadre de la lutte antiterroriste et sur les questions qui préoccupent les défenseurs des droits humains.

Pour sa part, l'Ombudsman dénommé « **Diwan Al Madhalim** » constitue l'outil de conciliation souple et simplifiée pour traiter les plaintes et les doléances de tous les marocains et le moyen de recours efficace pour ceux qui s'estiment lésés par une décision ou un acte jugé inéquitable ou contraire à la loi, pris par une administration ou un organisme chargé d'exercer les prérogatives de puissance publique.

En plus de ces deux institutions des droits de l'homme, l'« **Instance Equité et Réconciliation** », a été mise en place pour compléter le travail appréciable de la **Commission indépendante d'arbitrage**, « chargée de l'indemnisation des préjudices matériel et moral subis par les victimes de la disparition forcée et de la détention arbitraire et leurs ayant droit ». A cet égard, elle a organisé des auditions publiques des victimes de la torture et des disparitions forcées et involontaires dans les principales villes du Maroc.

L'organisation de ces auditions publiques, inédites dans notre région, représentent un moment historique dans le processus de consolidation des acquis du Maroc démocratique et moderniste. Elles s'inscrivent, en outre, dans le cadre de la profonde portée philosophique, maintes fois, soulignée par Sa Majesté le Roi pour clore, de manière juste et équitable, le dossier des violations des droits de l'homme et réconcilier les marocains avec leur passé, remédier aux dépassements et violations et d'asseoir les conditions à même de garantir un avenir meilleur à travers la réparation du préjudice, la réhabilitation des victimes et l'établissement de garanties préventives et protectrices qui permettent de rompre avec les pratiques du passé.

A ces institutions s'ajoute la Haute autorité de la communication audiovisuelle qui a débuté son travail visant la libéralisation des médias et la démocratisation du paysage médiatique. Lesdites institutions s'ajoutent à la Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Étranger, à la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement, à la Fondation Mohammed VI pour la Réinsertion des détenus et l'Institut Royal de la Culture Amazighe. Ce dernier œuvre à diffuser le patrimoine amazigh en tant que composant intégral de l'identité marocaine. C'est ainsi qu'il a

procédé depuis l'année précédente, et en collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale, à la publication de guides pédagogiques relatifs à l'intégration de la langue amazighe dans le cursus scolaire.

**Monsieur le Président,**

Dans cette dynamique de la consolidation de la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales en vue de parfaire notre projet de société démocratique et moderniste par le renforcement de l'arsenal législatif et institutionnel qui est, au demeurant, un processus permanent, il me plaît de vous informer que la commission interministérielle chargée des libertés publiques, des droits de l'homme et du droit international humanitaire, dont la présidence est assurée par le premier Ministre, a décidé, le 22 février dernier, ce qui suit :

- La levée des réserves sur l'article 14 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ;
- La levée des réserves sur les articles 20 et 22 de la Convention contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- La levée de la réserve sur l'article 14 de la Convention sur les droits de l'enfant et sa substitution par une déclaration explicative ;
- L'adhésion au Premier protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civiques et politiques ;
- La poursuite de l'examen de la levée de réserves sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de l'adhésion au protocole facultatif annexe.

**Monsieur le Président,**

Au Maroc, nous suivons avec satisfaction la trêve constatée en Palestine. Il s'agit d'une opportunité que l'on devrait soutenir et contribuer à son maintien, en vue de garantir une cohabitation pacifique entre deux peuples et deux Etats, mettant ainsi fin à des décennies de conflits et de violations massive des droits de l'homme en Palestine. A cet égard, Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Président du Comité Al Qods n'a cessé de soutenir les efforts de l'Autorité palestinienne pour l'édification d'un Etat palestinien indépendant.

Nous sommes confiants que la CDH, qui a toujours pris des résolutions pertinentes sur cette question, saura apporter son soutien précieux à la réalisation de cet objectif.

Nous sommes à un tournant décisif, à la veille de parvenir à une solution négociée qui satisferait l'ensemble des parties et permettrait la consolidation de la paix et la sécurité au Moyen-Orient et le renforcement des efforts de développement au profit des générations présentes et futures.

**Monsieur le Président,**

Je ne saurais terminer mon discours sans réitérer le soutien du Maroc aux efforts constants du Secrétaire général des Nations Unies et de son Représentant spécial pour parvenir à une solution politique, négociée et définitive du différend

artificiellement entretenu sur le Sahara marocain, et ce dans le cadre de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Maroc.

A cet égard, je me dois rappeler à la Communauté internationale la situation des 408 marocains détenus depuis plus d'un quart de siècle, dans des conditions dégradantes et inhumaines.

La libération, le 22 janvier 2005, des deux détenus marocains, très malades, dont un a rendu l'âme, le lendemain de son retour à la mère patrie, nous interpelle tous et confirme, une fois de plus, la situation anachronique, insupportable et inhumaine dans laquelle ont vécu et continuent de vivre les détenus marocains.

Leur maintien en détention est un flagrant mépris des normes impératives du droit international humanitaire, notamment les dispositions pertinentes de la 3<sup>ème</sup> Convention de Genève et les multiples résolutions du Conseil de sécurité qui se sont prononcées de manière claire et constante, pour la libération totale, inconditionnelle et sans délai de tous les détenus marocains.

Aussi, j'exhorte cette honorable Commission de lancer un appel pour la libération totale, immédiate et inconditionnelle des détenus marocains à Tindouf, et ce pour se joindre à ceux du Secrétaire général de l'ONU, du CICR et de toute la communauté internationale.

Je vous remercie Monsieur le Président.

**Mr. Chairman,  
Ministers,  
Ladies and Gentlemen,**

It pleases me to first of all extend my sincere congratulations to our Chairman for the trust testified towards him by the Commission members who have chosen him to preside over our work at this important session.

I also seize this opportunity to reiterate the sincere congratulations extended by my delegation to Mrs Louise Arbour in recognition of her commitment, her determination and her dedication to the promotion of human rights. I take avail of this opportunity to assure her of the continued cooperation and full support of the government of my country for all her humanitarian actions.

I am convinced that her intellectual sophistication and her vast and diverse experience, combined with high moral standards and her devoted services in defending human rights around the world will allow her to fulfil her mission with unparalleled success.

**Excellencies,  
Ladies and Gentlemen,**

The 61<sup>st</sup> session of the Commission on Human Rights is holding its meeting at a time when the reform of the United Nations has been put on the agenda, subsequently to the publication of the High Level Panel's report entitled, " A mores secure world: Our shared responsibility" on the subject of "threats challenges and change". This document essentially reflects on the inter-connectedness of the threats to international peace and security and proposes a number of measures reacting to both the old and emerging threats before, finally, drawing its conclusions and presenting its recommendations for the establishment of a global system of collective security.

This report, which offers an opportunity to not only rethink, but also redynamise and redefine the UN and its institutions, comes at a time when the UN Organization finds itself at a crossroads.

It is, now more than ever, the object of great expectations demanding that it act as an institution capable of ensuring the control of a precarious international system and of effectively defending the political, economic and socio-cultural rights of populations from less influential states experiencing the most difficulty in controlling their destinies within the international arena. In other words, it concerns both the construction of an international system capable of facing the globalisation of economic transactions and the primacy of the global market as well as the need to act towards the consolidation of peace, the promotion of human rights and the defence of fundamental liberties around the world.

This universally shared will to renew and reinforce the role of the UN in its promotion of human rights has been at the centre of our debates for a number of years. Yet its relevance has recently risen, at a time when our world is being confronted with an array of latent threats that pose major challenges to this authority, entrusted with the responsibility of establishing the international norms by which to

uphold human rights as well as of thinking on the ways and means enabling us to avoid any possible violations of the basic principles of the Universal Declaration of Human Rights, a text which remains one of the UN's principal assets.

In this regard, it is relevant to underline the value of the recommendations made by the panel of eminent persons' on the subject of the reform of our Commission. Their thoughts on the subject have certainly brought forth a number of pertinent questions such as those addressing the universality of the Commission, the consolidation of the role of the High Commissioner for human rights or, the possibility of associating it to the activities of the Security Council. However, other equally important issues, namely relating to the risks of duplicating the activities of the CHR with those of the General Assembly's 3<sup>rd</sup> Committee, to the possibility that newly proposed bodies overlap with the Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights or, to the imperative of avoiding that the CHR finds itself exploited as a political instrument, are issues that have not received the attention they deserve.

Consequently, it falls upon us to act with rigour and lucidity in order to create the necessary conditions enabling the CHR to optimally fulfil its noble mission and to succeed in placing human rights at the centre of its preoccupations so as to avoid any confrontational exchanges which, at times, characterise its debates.

How should the Commission on Human Rights thus adapt to its international environment in order to adequately respond to the need for reforming the institutions of the UN?

The answer to this question is not as simple as one could imagine, for it requires from all of us to commit to a profound reflection that, above all, takes in consideration the imperative of respecting human rights in all contexts as well as all political, economic or legal arenas.

We feel that adapting our Commission to these new challenges involves putting in place certain mechanisms that allow it to deal with situations involving massive human rights violations and recommend practical solutions in response to Item 9 on the CHR's Order of the Day namely concerning "the question of the violation of human rights and fundamental liberties, wherever they occur in the world» which remains, to this day, an issue which has been politicised and exploited to serve the ends of those denigrating states with dark records in relation to their human rights violations.

In this context, we feel that any reflection should necessarily address the reinforcement of a "preventive human rights diplomacy" that may effectively back the UN Secretary General in his untiring efforts towards maintaining international peace and security by means of a strengthened preventive diplomacy. Today, peace requires the respect of human rights and the promotion of economic and social development. We are convinced that the respect human rights goes hand in hand with development and that it remains, firstly, a question of ethics before it becomes an obligation committing both our present and future generations.

In this view, we feel that the CHR should mobilise all its mechanisms in order to redefine its objectif which, it is needless to recall, have worked considerably towards the elaboration of international norms dedicated to promoting the respect of

human rights and establishing surveillance bodies entrusted with supervising the implementation of international human rights instruments by signatory states.

This new approach should aim to embrace the dual objective of identifying and establishing a new set of criteria by which to promote human rights in addition to undertaking the institutional reinforcement of its democratic choices through the strengthening of all its cooperation channels related to the establishment of economic and socio-cultural rights within the broader right to development.

**Mr. Chairman,**

The annual meeting of the Commission on Human Rights provides us with an opportunity to update you on Morocco's efforts in the domains relating to the promotion of human rights and the defence of fundamental liberties.

Since His accession to the Throne on the 23<sup>rd</sup> of July 1999, His Majesty King Mohammed VI has launched a democratic and modern societal project which notably focuses on the entrenchment of a human rights culture, the valorisation of the role of women and of the family unit and strengthening social solidarity. His Majesty has, to this end, initiated a significant reform process dedicated to improving the administrative and legal systems, both essential pillars to uphold in the edification of a State of Law.

Simultaneously, the Government of Morocco's strategy, undertaken in conformity with the High Directives of His Majesty King Mohammed VI, has been to multiply its efforts aimed at the promotion, protection and defence of human rights within the normative and institutional realms. Our action has been aimed at resolving, once and for all, the issue of past cases of abusive disappearances and arbitrary detentions through a just and equitable approach that rehabilitates victims while allowing Moroccans to be reconciled with their history and develop a solidarity enabling them to resolutely face their future.

The concretisation of all these efforts has come through a series of reforms targeting civil, political, economic and socio-cultural rights in view of harmonising the national legislation and ensuring its conformity to the relevant dispositions of the international human rights instruments ratified by Morocco.

**Mr. Chairman,**

In context of the harmonisation of our internal legislation, Moroccan authorities have committed to a vast array of reforms involving the adaptation of Legal Codes amongst which those relating to penal law and procedure, prison administration, the stay and settlement of aliens, as well as laws pertaining to the code on personal status and to the realm of public liberties.

The revision of the Code on Penal Law and Procedure constitutes the central tenet in the reform of the criminal justice system. The positive advances obtained through this revision include, amongst others, the consecration of the presumption of innocence, the establishment of an intimate relationship between a sanction and an equitable judgement, the adoption of a new prison law improving interrogation procedures and conditions of detention, as well as the creation of a new institutional position, the examining magistrate, and the reorganisation of juvenile justice.

The revision of the Penal Code has also involved the establishment of gender equality and the protection of children and women against violence and sexual exploitation. Such measures include, amongst others, the incrimination of sexual harassment and of the mistreatment of children as well as the removal of the obligation of professional secrecy (concerning doctors and other relevant professions) in situations of abuse against children, women and the disabled.

In the course of this past year, new regulations relative to Labour Law have also been approved. These take in consideration the rights of employees, prohibit child labour, protects the internationally recognized rights of working women and stimulate the labour market. Furthermore, the Government of the Kingdom of Morocco has raised a new challenge in announcing the creation of a code on Obligatory Health Insurance which aims, first and foremost, to guarantee citizens with a right to appropriate medical treatment.

These measures aim, as a whole, to strengthen control, improve prison conditions, incriminate acts of torture, including cases involving attempted acts or complicity, and revise and improve the regulation pertaining to the expulsion, repression and extradition measures relating to illegal migration through the adoption of the new prison law relative to the stay and settlement of aliens.

With regard to the new Code on Family Law, which notably received unanimous approval in Parliament, its adoption has brought an end to the inequity characterising the condition of women while keeping sight of the need to preserve children's interests and uphold the dignity of mankind. It comes as a consecration of the principle calling for equality between spouses in relation to the rights, obligations and responsibilities involved within the family. It also recommends that the applicable legal age of marriage be uniformly fixed to be that of 18 years old and allows both spouses to indiscriminately exercise their right to divorce in a context providing for legal conditions that, whilst being specific to each party, also remain judicially controlled and which submit polygamy to draconian legal restrictions that render it practically impossible in practice.

In the course of this year, the new Code on Family Law has been effectively implemented. This implementation has required putting in place court chambers specialising in family law, training specialised magistrates, organising conferences and seminars and publishing promotional guides dedicated to enhancing awareness of the new code in Morocco and amongst the Moroccan expatriate community. To this effect, the Ministry of Justice is closely following this particular issue in order to provide courts with all the means necessary for arriving at an optimal result. This should not only allow for the consolidation of relationships within the family but also serve to guarantee the well-being of children and to ensure the respect of gender equality.

The process of entrenching human rights and fundamental liberties in legal texts has been equally concerned with the sphere of public liberties. Thus, in the aim of adequately responding to the expectations and aspirations of civil society and of all the other actors within the Moroccan nation, the Code of Public Liberties , promulgated on November 15, 1958 and notably regulating the freedoms of association, assembly and of the press, was recently revised. This revision has come by means of the introduction of a large number of significant amendments allowing

for, amongst others, the suppression of those sanctions which are restrictive of liberties and which are to be countered by the promotion of guarantees ensuring transparency and the consolidation of judicial power in its legal control over administrative decisions.

**Mr. Chairman,**

In addition to these instalments purporting to harmonise the internal laws with international human rights conventions, further institutional reforms have been undertaken in context of the reorganisation of the Human Rights Consultative Council (HRCC) and the appointment of an “Ombudsman” referred to as “Diwan Al Madhalim”.

Concerning the **HRCC**, whose scope of attributions has been enlarged notably through greater representation and a strengthened independence, we wish to bring to your attention that this Council has for the first time presented to His Majesty the King a report which comes in addition to the report previously submitted on prisons, and which objectively examines the value of developments undertaken in relation to the promotion of human rights. It also puts forth noteworthy cases of violation linked to the fight against terrorism and underlines further issues preoccupying human rights activists.

As for the Ombudsman, or “**Diwan Al Madhalim**”, his role is to act as a tool providing for a flexible and simplified conciliation which can efficiently address the complaints of all Moroccans whilst equally acting as an effective means of recourse for those who feel they have been wronged by an unfair or illegal judgement or by a decision emanating from an administrative body and from any other organ entrusted with exercising the prerogatives of public authority.

Further to these two human rights institutions, the “**Justice and Reconciliation Commission**” has been put in place to complement the commendable work of the **Independent Arbitration Commission** “entrusted with compensating victims and their entitled inheritors for the moral and material prejudice endured due to forced disappearances and arbitrary detentions”. In this regard, it has organised public auditions in the main Moroccan cities for the victims of torture and of forced or involuntary disappearances.

The organisation of these public auditions represent an unprecedented endeavour within the region and a historical turning point within the process dedicated to strengthening the progress made towards a modern and democratic Morocco. They are furthermore inscribed in context of a broader and profoundly philosophical objective repeatedly put forth by His Majesty the King in view of resolving, in a just and equitable manner, the issue of human rights violations. The stated aim is to enable Moroccans to reconcile with their past and remedy to historical excesses and violations. This can subsequently allow us to sow the conditions which can guarantee a better future, namely through the reparation of prejudice, the rehabilitation of victims and the establishment of preventive and protective guarantees that will allow us to avoid any repetition of past practices.

In addition to these institutions comes the High Audiovisual Communication Authority which has begun to work on the liberalisation and democratisation of the media. Equally worth the mention are the Hassan II Foundation for Moroccans

Residing Abroad, the Mohammed VI Foundation for Environmental Protection, , the Mohammed VI Foundation for the Reinsertion of Detainees and the Royal Institute of Amazigh Culture. The latter body aims to spread Amazigh heritage as an integral part of Moroccan identity. It has been working towards the achievement of this objective since last year and has notably cooperated towards its concretisation with the Ministry of Education in a project involving the publication of educational manuals dedicated to the integration of the amazigh language in school programs.

**Mr. Chairman,**

This dynamic, set forth in the aim of perfecting our project for the establishment of a modern and democratic society, has involved reinforcing the defence of human rights and fundamental liberties and fortifying the legislative and institutional arsenal. It goes without saying that such reforms are part of an ongoing and permanent process. It thus pleases me, in this context, to inform you that the interministerial commission in charge of public liberties, human rights and international humanitarian law and chaired by the prime minister has decided, on the date of February 22<sup>nd</sup>, of the following:

- to remove reserves relative to article 14 of the international Convention on the elimination of all forms of racial discrimination;
- to remove reserves relative to articles 20 and 22 of the Convention against torture and other cruel, inhuman or degrading treatments and punishments;
- to remove reserves relative to article 14 of the Convention on the rights of children and substituting them with an explanatory declaration;
- to adhere to the first optional protocol of the International Pact on Civil and Political Rights;
- to examine the possibility of removing the reserves on the Convention on the elimination of all forms of discrimination against women and adhering to its optional additional protocol.

**Mr. Chairman,**

Morocco has welcomed the ceasefire declared in Palestine. We have a responsibility to support and contribute to maintaining this opportunity for peace in order to guarantee the possibility for the pacific coexistence of two peoples and two States and thus bring to an end decades of conflict and human rights violations in Palestine. His Majesty King Mohammed VI, as Chairman of the Al-Quds Committee, has constantly aimed to provide His full support to the Palestinian Authority and back it in its path towards the edification of an independent Palestinian state so that it may finally be able to exercise its legitimate right to self-determination.

We aspire to see further support displayed by this Commission to this end, especially after the pertinent resolutions it has adopted in relation to this particular issue. The same is expected from all the other institutional bodies, whether they represent UN organisations, peace-loving countries, civil society or other international institutions.

We now find ourselves at a decisive turning point that gives us hope in the possibility of arriving at a negotiated and mutually acceptable solution that will

undoubtedly contribute to maintaining security in the Middle East and to supporting the development efforts aiming at constructing a better future for us all and for the future generations to come.

**Mr. Chairman,**

I could not conclude my speech without reiterating Morocco's full support of the UN Secretary General and of his special representative in their efforts to reach a final and negotiated political solution to the artificial dispute concerning Morocco's Saharan territory, in the framework of the territorial integrity and Moroccan sovereignty.

In this regard, I am obliged to remind the international community of the situation of 408 Moroccan detainees, being held for more than a quarter of a century in degrading and inhuman conditions.

The liberation, on the 22<sup>nd</sup> of January 2005, of two seriously ill Moroccan detainees and the subsequent decease of one of them, on the day following his return to the motherland, intrigues us and confirms, once again, the anachronistic, intolerable and inhuman conditions endured by the Moroccan detainees and in which they continue to live.

Detaining them expresses flagrant contempt of the norms of international humanitarian law, particularly the relevant dispositions of the 3<sup>rd</sup> Geneva Convention, and of the multiple Security Council resolutions which have clearly and repeatedly demanded the total and unconditional liberation of all the Moroccan detainees in the briefest delay.

I thus exhort this honourable Commission to join their call to those already made by the UN Secretary General, the ICRC and the international community as a whole in demanding for the total, immediate and unconditional liberation of the Moroccan detainees in Tindouf.

I thank you Mr Chairman.